

Bienvenue en des temps intéressants !

Slavoj Žižek

Number 795, March–April 2018

Tumultes politiques : décoder les temps présents

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/87792ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Žižek, S. (2018). Bienvenue en des temps intéressants ! *Relations*, (795), 17–19.

BIENVENUE EN DES TEMPS INTÉRESSANTS!

Toujours plus intégrées dans le capitalisme mondialisé, nos sociétés dépolitisées voient les tensions ethno-religieuses se cristalliser et gagner en importance. À ce compte, il faudrait croire que l'alternative n'est plus que « libéralisme ou barbarie ».

Slavoj Žižek*

L'auteur, philosophe et psychanalyste, a publié de nombreux ouvrages, dont *The Courage of Hopelessness* (Allen Lane, 2017)

Le fait que le tout premier voyage à l'étranger de Donald Trump en tant que président des États-Unis ait été en Arabie saoudite et en Israël – en plus de l'accueil triomphal qu'il a réservé au président égyptien Abdel Fattah al-Sissi à la Maison-Blanche en avril 2017 – est un signe manifeste qu'un nouvel « axe du mal » est en train de prendre forme au Moyen-Orient avec le soutien des États-Unis. La brutale mise au ban du Qatar a d'ailleurs été l'une des premières actions importantes de cet axe – sans doute une punition pour le rôle qu'a joué la chaîne qatarie Al-Jazeera durant le Printemps arabe. Que cet axe se coalise sous prétexte de lutter contre le terrorisme est d'une saisissante ironie, alors que l'Arabie saoudite est actuellement engagée dans un violent terrorisme d'État au Yémen, avec des bombardements qui provoquent le déplacement de centaines de milliers de personnes à l'intérieur du pays¹.

Or, c'est le contexte géopolitique de ces changements tectoniques qui devrait nous inquiéter. À l'instar de cette extrême droite occidentale antisémite mais convertie au sionisme (voyant l'État d'Israël comme un rempart à l'islam au Moyen-Orient), ce qui est en cause ici est un « respect islamophobe de l'islam ». En effet, les mêmes politiciens – de Trump à Poutine – qui nous alertent sur les dangers d'une islamisation de l'Occident chrétien félicitaient respectueusement le président turc Erdoğan pour sa victoire lors du référendum d'avril 2017, qui avait pour but d'étendre ses pouvoirs. Ainsi, il faudrait craindre la menace d'un régime autoritaire islamique en Occident, mais il n'y a pas de problème si la Turquie est gouvernée par un tel régime. Comment faut-il comprendre cette étrange logique ? Il s'agit en fait d'une réaction, d'un faux remède au grand mal social de notre temps : la maladie de Huntington.

Soubresauts xénophobes

L'un des premiers symptômes de la maladie de Huntington est la chorée, qui provoque des mouvements saccadés et incontrôlables, mais qui se manifeste dans un premier temps par une agitation généralisée, de petits gestes non intentionnels ou incomplets, un manque de coordination. N'est-ce pas à cela que ressemble une éruption de populisme brutal ? On voit d'abord de violents mais aléatoires débordements à l'égard des immigrants, des explosions de haine qui ne sont pas coordonnées entre elles et qui expriment une préoccupation et un malaise généralisé concernant des « intrus provenant d'ail-

leurs ». Graduellement cependant, ces manifestations de xénophobie et de racisme sont mieux articulées et prennent racine dans un mouvement idéologique organisé – ce qu'un autre Huntington, Samuel de son prénom, a appelé « le choc des civilisations ». Cette curieuse coïncidence des noms est révélatrice, car ce que recouvre cette notion est effectivement la maladie de Huntington du capitalisme globalisé d'aujourd'hui.

Selon Samuel Huntington, à la fin de la guerre froide, le « rideau de fer idéologique » a été remplacé par un « rideau de velours culturel ». D'ailleurs, sa sombre vision du « choc des civilisations » peut sembler être l'exact contraire de la perspective toute lumineuse de « fin de l'Histoire » que Francis Fukuyama voyait dans les atours d'une démocratie libérale capitaliste s'imposant comme modèle ultime à l'échelle planétaire. Mais les deux sont-ils vraiment si inconciliables ?

Il est crucial de voir qu'il n'existe aucune contradiction entre la mondialisation capitaliste et le fait que chaque société affirme la spécificité de son « mode de vie » particulier.

En analysant la situation mondiale actuelle, la réponse est claire : le « choc des civilisations » est la politique de la « fin de l'Histoire ». Les conflits ethno-religieux sont la forme de lutte qui correspond au capitalisme globalisé : en notre ère « post-politique », où l'administration de la société par les experts se substitue à la politique en tant que telle, les seules sources de conflits légitimes se trouvent dans les tensions culturelles, ethniques ou religieuses. La montée des violences « irrationnelles » d'aujourd'hui doit donc être mise directement en corrélation avec la dépolitisation de nos sociétés, qui se manifeste par la dissolution de la dimension politique dans différents niveaux d'« administration » des affaires publiques. Si l'on accepte la thèse du choc des civilisations, la seule alternative demeure son antithèse, soit la paisible coexistence des civilisations (ou des « modes de vie », un terme plus à la mode aujourd'hui) : les mariages forcés et l'homophobie sont acceptables du moment que ces phénomènes se déroulent dans un autre pays, par ailleurs pleinement intégré dans le grand marché mondial. Le nouvel ordre mondial qui émerge n'est donc plus celui régi par la démocratie libérale mondiale de Fukuyama, mais un ordre mondial où régnerait une paisible coexistence entre différents modes de vie politico-religieux – une coexistence, évidemment, sur fond de bon fonctionnement du capitalisme globalisé. →



Christian Tiffet, *Néofascisme rouge et blanc*, 2018

L'obscénité de cette posture est qu'elle peut se présenter comme un progrès dans le champ des luttes anticoloniales: l'Occident libéral ne sera plus autorisé à imposer ses standards aux autres, tous les modes de vie étant vus comme égaux. En ce sens, il ne faut pas être étonné que l'ancien président du Zimbabwe, Robert Mugabe, ait exprimé de la sympathie à l'égard du slogan de Donald Trump, «*America First!*». «L'Amérique d'abord!» pour vous, «le Zimbabwe d'abord!» pour nous, «l'Inde d'abord!» pour eux, etc.

Or, cette stupide politique de «l'Amérique d'abord!» du président Trump donne l'occasion à la Chine de se présenter comme l'agent d'une nouvelle mondialisation. En mai 2017, le président Xi Jinping pressait les leaders mondiaux de rejeter le protectionnisme et d'embrasser la mondialisation. Il a tenu ce discours lors de l'annonce de projets d'infrastructures ferroviaires de plusieurs milliards de dollars qui, à terme, créeront une nouvelle route de la soie allant de la Chine à l'Europe, prélude à un nouvel âge d'or de la mondialisation. Il est crucial de voir qu'il n'existe aucune contradiction entre, d'un côté, la mondialisation capitaliste et, de l'autre, le fait que chaque

société affirme la spécificité de son «mode de vie» particulier dans la sphère culturelle.

L'establishment politique se coalise

Comment les démocraties occidentales réagissent-elles à ce nouveau scénario? Une vieille malédiction chinoise (qui n'est en rien chinoise, mais qui a probablement été inventée par un observateur occidental) dit: «Puisse-t-on vivre en des temps intéressants!», ces «temps intéressants» désignant des moments de troubles, de confusion et de souffrances. Or, d'étranges phénomènes ayant eu lieu dans des pays dits démocratiques font penser que nous vivons justement dans des «temps intéressants». Par exemple, des candidats qui semblent sortis de nulle part arrivent pourtant à remporter des élections dans des moments de grande confusion politique, en coalisant des gens autour de leur seul nom – tant Silvio Berlusconi qu'Emmanuel Macron ont émergé ainsi. Que signifie ce phénomène? Il n'est assurément pas le signe de mouvements politiques populaires qui prendraient forme en dehors des partis politiques; au contraire, il ne faut jamais oublier que ce genre de figures surgit

avec le soutien plein et entier de l'*establishment* socioéconomique. Leur fonction première est de faire disparaître les antagonismes sociaux comme par magie, les citoyens et citoyennes étant appelés à faire front commun contre une menace « fasciste » diabolisée.

Cet étrange phénomène est l'un des effets les plus visibles de la reconfiguration à l'œuvre en ce moment dans l'espace politique européen. Jusqu'à récemment, le champ politique était dominé par deux types de partis politiques : ceux de centre droit (les démocrates-chrétiens, les libéraux-conservateurs, etc.) et ceux de centre gauche (les socialistes, les sociaux-démocrates, etc.), avec de plus petites formations s'adressant à des segments de l'électorat précis (les écologistes, les néofascistes, etc.). Aujourd'hui, on assiste de plus en plus à l'émergence d'un seul parti qui représente le capitalisme globalisé en tant que tel et qui tolère – plus ou moins, selon le contexte sociétal – le droit à l'avortement, les droits des minorités sexuelles ou ethnoreligieuses, etc. Au moment des élections, il affronte un parti populiste toujours plus fortement opposé à l'immigration et soutenu à ses marges par des groupes carrément néofascistes et racistes. La Pologne est l'illustration la plus emblématique de ce phénomène. Après la disparition des anciens communistes, les deux principaux partis polonais étaient le parti libéral centriste et « anti-idéologique » de l'ancien premier ministre Donald Tusk et le parti conservateur chrétien des frères Kaczyński. L'enjeu pour l'extrême centre aujourd'hui est de savoir laquelle de ces deux tendances principales – conservatrice ou libérale – arrivera à se présenter comme l'incarnation d'une posture post-idéologique de cette non-politique affrontant l'autre tendance, à rejeter parce que « toujours prise dans les vieux schémas idéologiques ».

Ce phénomène nous ramène à Macron et Berlusconi, c'est-à-dire à l'émergence de nouveaux mouvements sortis d'on ne sait où, alors qu'aucun des partis politiques traditionnels, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, n'arrive à s'imposer à titre de représentant de l'extrême centre. Cédant à la panique, l'*establishment* s'efforce de faire émerger dans chaque pays un nouveau mouvement politique afin de maintenir le statu quo. Ces nouveaux mouvements (car c'est bien de cela qu'il s'agit, plutôt que de partis politiques en bonne et due forme) portent d'ailleurs des noms qui ont une même résonance de « vide » pouvant convenir à tout et à tous. Comment ne pas se sentir en accord avec « Forza Italia » (« Allez, l'Italie ») ou « La République en marche » ? Ces deux noms font écho de manière purement abstraite à l'idée de mouvement politique victorieux, sans en préciser les objectifs ni le but. Bien sûr, ces deux mouvements sont différents, chacun d'eux ayant ses propres spécificités et tonalités. Berlusconi est entré en scène à l'issue d'une vaste campagne anticorruption qui a mené à l'effondrement du paysage politique italien, les communistes étant alors la seule alternative politique viable. Macron a quant à lui émergé en réaction au succès du néofascisme populiste du Front national (FN). Son rôle est d'ailleurs bien décrit par un terme employé par certains de ses partisans : au cours des dernières années, Marine Le Pen et le FN ont été graduellement *dédiabolisés*, comme si cette formation était devenue « normale », c'est-à-dire acceptable dans l'espace politique. La tâche qui

incombait à Macron consistait à les *re-diaboliser* afin de démontrer aux électeurs que ce parti était toujours animé par des idées fascistes et antisémites qu'aucun démocrate digne de ce nom ne saurait tolérer. Mais cette (re)diabolisation a aussi pour fonction d'empêcher de se questionner sur les origines de ce mal : la montée de Le Pen comme réaction aux forces politiques dont Macron est l'incarnation par excellence. En fait, c'est là la fonction première de cette diabolisation : brouiller les pistes afin que ce sentiment de culpabilité face à la montée de la xénophobie et du racisme trouve sa source dans un acteur situé à l'extérieur de notre espace démocratique.

On peut ainsi émettre l'hypothèse que ce processus de diabolisation de l'extrême droite a d'abord visé à éradiquer la gauche.

Historiquement, la tâche de la gauche était justement de poser ce genre de question. Il n'est pas étonnant, donc, que la gauche radicale finisse elle aussi par disparaître de l'arène politique avec l'ennemi qu'elle diabolise. Rappelons-nous les attaques dont la gauche française a fait les frais lors du scrutin présidentiel : tout bémol exprimé à l'égard de Macron était interprété comme un appui envers Le Pen. On peut ainsi émettre l'hypothèse que ce processus de diabolisation a d'abord visé à éradiquer la gauche. Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, a récemment expliqué pourquoi les cadres du Parti démocrate américain se sont empressés de s'emparer du slogan « nous n'avons pas perdu l'élection : c'est la Russie qui a gagné ». S'ils ne s'étaient pas rabattus sur cette explication, l'insurrection menée par Bernie Sanders et ses partisans au sein du parti aurait fini par avoir gain de cause. Le processus de diabolisation de Trump déployé par l'*establishment* démocrate pour évincer Sanders rappelle celui auquel ont eu recours les élites françaises afin de diaboliser Le Pen et de nuire à la radicalisation de la gauche.

Notre vie politique vient donc d'atteindre son point mort : nous sommes confrontés à des choix factices, pour peu qu'on ait jamais disposé de véritables alternatives. Certes, une victoire de Le Pen aurait sans doute eu des conséquences funestes. Cela dit, je ne suis pas davantage rassuré par l'anesthésie collective qui a suivi la victoire triomphante de Macron. Nous avons entendu ici et là des soupirs de soulagement : « Dieu merci le danger a été contenu ! L'Europe et la démocratie ont été protégées contre la menace néofasciste, nous pouvons nous replonger dans notre confortable sommeil libéral et capitaliste... » L'horizon qui se dresse dès lors devant nous en est un dans lequel, tous les quatre ans, nous allons trembler d'effroi face au « danger néofasciste », puis céder au chantage nous invitant à voter pour le candidat le plus « civilisé », et ce, à l'issue de campagnes électorales insipides et dénuées de projets de société enthousiasmants. ☹

* Texte traduit de l'anglais par Marc-Olivier Vallée et Frédéric Barriault.
1. Lire à ce sujet René Naba, « Yémen, une guerre à huis clos », *Relations*, n° 788, février 2017.